

**Mme Mitchell:** Et la Colombie-Britannique.

**M. Blaikie:** . . . pour privatiser davantage l'assurance-maladie?

**L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Madame le Président, le député se trompe. Les paiements que verse mon ministère aux gouvernements des provinces au titre de l'assurance-maladie seront accrus, dans les cinq prochaines années, d'une moyenne de 13.4 p. 100 par année.

**M. Blaikie:** Ces paiements ne seront pas aussi élevés que si l'on n'y touchait pas en ce moment.

**Mme Bégin:** Ce pourcentage est supérieur au taux de l'inflation. La somme a été calculée en fonction des trois programmes prévus dans le régime de FPE: l'hospitalisation, les soins de santé et les visites aux médecins. Ces paiements sont pleinement garantis; ils seront accrus sur une base annuelle et les gouvernements provinciaux le savent pertinemment. Ils ont le loisir de décider de réduire leurs subventions aux régimes d'assurance-maladie car, à notre instar, ils . . .

**M. Blaikie:** Vous savez que ce n'est pas vrai.

**Mme Bégin:** . . . sont appelés à reformuler leurs priorités en fonction de la situation économique. J'espère que les régimes d'assurance-maladie n'auront pas à en souffrir, car les crédits que nous y consacrons seront accrus.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

## LA DÉFENSE NATIONALE

L'ÉTUDE PAR UN COMITÉ DE LA BASE DES FORCES  
CANADIENNES À CHATHAM, N.-B.

**M. Bob Corbett (Fundy-Royal):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. La surveillance des appareils soviétiques *Bear* qui, depuis huit mois, sont de plus en plus nombreux à traverser une partie de notre zone d'identification sur la côte Atlantique en direction de Cuba, doit certainement avoir des répercussions stratégiques vitales. Or, pourtant, le gouvernement a annoncé la fermeture de la base aérienne la mieux située pour contrôler ces avions étrangers, celle de Chatham, au Nouveau-Brunswick.

Outre les répercussions militaires qu'aura la fermeture de la base, la moitié de la force ouvrière de la ville se retrouvera sans travail. Le ministre a créé un comité interministériel chargé d'étudier d'autres façons d'utiliser la base aérienne . . .

**Des voix:** Règlement!

**Mme le Président:** A l'ordre. Les questions d'aujourd'hui ont toutes été exceptionnellement longues.

**M. Nielsen:** Et les réponses aussi.

## Questions orales

**Mme le Président:** Nous arrivons à la fin de la période des questions. Je dois donner la parole à autant de députés que possible, et je saurai gré aux députés d'abrèger leurs questions.

**M. Corbett:** Merci beaucoup, madame le Président. J'espère que les réponses seront brèves et précises.

L'étude devait être terminée et le rapport rédigé d'ici la fin janvier. Le ministre peut-il nous dire quelles recommandations ce comité a formulées?

**Une voix:** La fermeture de la base.

**L'hon. J. Gilles Lamontagne (ministre de la Défense nationale):** Madame le Président, la sécurité sur la côte est est satisfaisante, et toutes les mesures voulues ont été prises à cette fin; je puis donc dire sans hésiter au député que nous protégeons très bien les Canadiens sur la côte est.

**Une voix:** A condition qu'on ne nous attaque pas, tout va bien.

## LES RECOMMANDATIONS DU MINISTRE

**M. Bob Corbett (Fundy-Royal):** Madame le Président, j'ai demandé les recommandations du comité sans les obtenir; mais comme plus de la moitié de la population active de la ville sera bientôt en chômage et que la municipalité perdra plus de 33 millions en salaires ainsi que tout l'argent dépensé sur place, le ministre peut-il nous dire quelles recommandations il compte faire à ses collègues du caucus au sujet de la ville de Chatham et de ces chômeurs? S'il ne peut rien dire de précis, peut-il au moins promettre aux citoyens de Chatham qu'il fera quelque chose pour que leurs emplois et leurs revenus soient remplacés dans un délai raisonnable?

**L'hon. J. Gilles Lamontagne (ministre de la Défense nationale):** Madame le Président, le député pourrait lire le dernier discours que j'ai fait à Chatham dans lequel je précise que nous nous soucions beaucoup des citoyens de la région.

**M. Epp:** C'est pour cette raison que vous fermez la base.

**M. Lamontagne:** Pour des raisons économiques et stratégiques nous sommes peut-être obligés de fermer cette base et de compenser de notre mieux la perte de ces emplois et ses conséquences pour l'économie locale. C'est quand même nettement préférable à ce que l'ancien ministre de la Défense nationale a déclaré la semaine dernière à Chatham quand il a conseillé aux citoyens d'exiger que les F-18 soient stationnés à Chatham et qu'on ferme Bagotville. Sa suggestion de fermer Bagotville au lieu de Chatham est sans doute très réjouissante pour les Québécois.

**Des voix:** C'est une honte!

**M. Lamontagne:** Madame le Président, nous avons des comités interministériels qui se penchent sur l'avenir de Chatham. Nous avons communiqué avec le premier ministre de la province, les autorités ainsi que le député de la région de Miramichi, et tout le monde travaille de concert pour offrir des compensations et d'autres solutions à la ville de Chatham.